

Mali/A Tombouctou

Attaque " sans précédent " contre les Casques bleus et les forces françaises

AFP
Bamako/Mali

Bilan : un soldat de la paix tué et une vingtaine de blessés.

DES tirs de roquettes, des assaillants déguisés en Casques bleus montés à bord de véhicules piégés, des échanges de coups de feu : les camps de la Minusma et de la force Barkhane à Tombouctou ont été la cible samedi d'une attaque "sans précédent" qui a fait au moins un mort et une vingtaine de blessés. L'assaut s'est produit peu après 14H00 (15H00 au Gabon) sur le site aéroportuaire de cette ville légendaire du nord du Mali où sont cantonnés des Casques bleus de la Minusma et des hommes de l'opération française Barkhane. Alors que les deux camps essayaient une "dizaine de tirs de roquettes", des hommes portant des Casques bleus ont tenté de "s'infiltrer" dans la zone militaire à bord de deux véhicules piégés, a précisé dans un communiqué le ministère malien de la Sécurité.

L'un des véhicules portait les couleurs des Forces armées maliennes (FAMAs) et l'autre le sigle "UN" des

Nations unies. Le premier "a explosé", tandis que le second "a pu être immobilisé".

Selon la Minusma, un de ses Casque bleus a été tué lors d'"échanges de tirs". Une dizaine d'autres ont été blessés. Le ministère malien a indiqué que l'attaque avait également fait une "dizaine" de blessés "côté Barkhane".

"Les combats ont pris fin vers 18H30", plus de quatre heures après leur début, selon le ministère. Bamako et la Minusma ont assuré que la situation était à nouveau "sous contrôle".

Sur Twitter, la force de l'Onu a évoqué une "importante attaque complexe" associant "mortiers", "échanges de tirs" et "attaque au véhicule suicide".

"C'est la première fois qu'il y a eu une attaque de cette envergure contre la Minusma à Tombouctou", a relevé une source sécuritaire étrangère. "C'est une attaque qu'on n'avait jamais connue", a confirmé un responsable du gouvernement de Tombouctou.

RENFORTS ATTENDUS. Déployée au Mali en juillet 2013, la Minusma, qui compte environ 12 500 militaires et policiers, est actuellement la mission de maintien de la paix de l'Onu la plus coûteuse en vies humaines.

Elle avait, avant l'attaque de samedi, perdu plus de



Photo : AFP

La force Barkhane et la Minusma ont été samedi la cible d'une attaque d'ampleur inégalée qui a coûté la vie à un Casque bleu et s'est soldée par la neutralisation d'une quinzaine d'assaillants.

160 Casques bleus, dont 102 dans des actes hostiles, ce qui représente plus de la moitié des soldats de l'Onu tués sur cette période dans le monde.

Elle doit recevoir dans les prochains mois des renforts canadiens, Ottawa ayant annoncé le 19 mars sa décision de déployer pendant un an une force d'appui aérienne avec des hélicoptères et des Casques bleus.

Des groupes liés à Al-Qaïda ont dicté leur loi dans le nord du Mali de mars-avril 2012 à janvier 2013, date du déclenchement d'une opération militaire internationale à l'initiative de la France.

Bien qu'ils aient depuis lors été dispersés et en grande partie chassés du nord du Mali, des zones en-

tières de ce pays échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu, régulièrement visées par des attaques.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et à la partie sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger, où quatre soldats américains et quatre militaires nigériens ont été tués dans une embuscade en octobre 2017.

"EXECUTIONS SOMMAIRES" Depuis le 11 avril, quelque 1 500 militaires africains, américains et européens sont engagés dans des manœuvres dans l'ouest et le nord du Niger, pour s'entraîner face aux menaces terroristes. Ces exercices devraient

renforcer l'efficacité de la force du G5 Sahel, qui devrait compter d'ici à la mi-2018 5 000 soldats issus du Mali, du Niger, de la Mauritanie, du Tchad et du Burkina Faso.

La signature en 2015 d'un accord pour ramener la paix au Mali n'a pas empêché la recrudescence des violences. Jeudi, le représentant du haut-commissaire aux droits de l'homme au Mali, Guillaume Ngefa, a évoqué les "exécution sommaires d'au moins 95 personnes" dans la région de Menaka, frontalière du Niger.

Mise en cause, une coalition de deux groupes armés qui participent aux opérations de sécurisation avec les troupes françaises et maliennes, le MSA et le GATIA, a rejeté samedi ces accusations.

Ces deux groupes sont soupçonnés de profiter de leur proximité avec Barkhane pour régler de vieux contentieux territoriaux, notamment avec la communauté peule.

• Une quinzaine d'assaillants tués. "Une quinzaine" d'assaillants ont été tués lors de l'attaque qui visait à "prendre le contrôle" du "Super Camp" de l'Onu et de la force française Barkhane samedi à Tombouctou, dans le nord du Mali, ont annoncé hier les autorités françaises.

Etats-Unis/Politique

Comey voyait Clinton présidente, Trump s'insurge contre ce " détraqué "

AFP
Washington/Etats-Unis

Le président avait déjà traité de menteur et de raclure l'ancien directeur du FBI.

EN révélant avoir imaginé avant l'élection de 2016 que la démocrate Hillary Clinton allait l'emporter, James Comey, l'ancien patron du FBI, a énervé le président des Etats-Unis : Donald Trump a répondu hier matin à sa bête noire dans une série de tweets furieux.

"Il prenait ses décisions en pensant qu'elle allait gagner, et il voulait un travail. Raclure !", a notamment écrit le républicain sur son réseau social de prédilection, réutilisant une injure déjà proférée la semaine dernière contre l'ex-directeur de la police fédérale, qu'il a brutalement limogé en mai 2017.

"On se souviendra de James Comey le visqueux, un homme qui finit toujours mal et un détraqué (il n'est

pas malin !), comme le PIRE directeur du FBI dans l'histoire, de loin !", a-t-il encore tweeté.

La raison de cette ire présidentielle ? Les commentaires de M. Comey à la chaîne de télévision ABC sur l'enquête du FBI sur l'usage par Mme Clinton d'un serveur privé d'emails lorsqu'elle était secrétaire d'Etat.

L'ancien premier flic du pays a révélé que sa décision d'annoncer, onze jours avant l'élection, la réouverture de cette enquête avait été motivée par sa volonté de faire en sorte que la victoire attendue de la candidate démocrate soit perçue comme légitime par le public.

"Je ne me souviens pas d'avoir pensé cela consciemment, mais cela a dû être le cas, parce que je fonctionnais dans un monde où Hillary Clinton allait battre Donald Trump, et donc je suis sûr que ça a été un facteur", a-t-il déclaré selon des extraits de l'entretien rendus publics à l'avance.



Photo : AFP / L'Union

Donald Trump ne décolère pas depuis les révélations contenues dans le livre - à paraître demain - de l'ancien patron du FBI James Comey (à gauche).

"ELLE ALLAIT ETRE ELUE" "Elle allait être élue présidente des Etats-Unis, et si je cachais" la réouverture de l'enquête "au peuple américain, elle serait vue comme illégitime dès que cela sortirait après son élection", a expliqué M. Comey, décrivant son état d'esprit de l'époque.

Ces déclarations rejoignent un passage de ses mémoires à paraître demain. Dans ce livre, il écrit qu'il est possible que son souci de la légitimité de l'élection de Mme Clinton, alors don-

née gagnante par les sondages et les observateurs, avait eu "plus de poids que si l'élection avait paru serrée ou si Donald Trump avait été en avance".

L'ouvrage de 300 pages intitulé "A Higher Loyalty : Truth, Lies, and Leadership" ("Mensonges et vérités" pour l'édition française) dresse un portrait peu flatteur du milliardaire républicain, qui a multiplié la semaine dernière les coups de sang contre son auteur. Les comptes-rendus des échanges entre les deux

hommes, décrits par M. Comey comme dignes d'un rendez-vous mafieux, semblent avoir particulièrement déplu au président. "Je n'ai jamais demandé à Comey sa loyauté personnelle. Je le connais à peine. Encore un de ses nombreux mensonges", a-t-il ainsi tweeté hier matin.

Hillary Clinton n'a pas encore réagi aux dernières révélations de M. Comey, elle qui avait expliqué croire que l'annonce de la réouverture de l'enquête sur ses emails, dans une lettre rendue publique, avait joué un rôle dans sa défaite à la présidentielle.

"Après la lettre de Comey, mon élan a été stoppé", avait-elle notamment déclaré à la radio publique NPR fin 2017. "Mes chiffres dans les sondages ont chuté, et nous avons lutté pour les faire remonter, et nous étions à court de temps."

A l'époque, la décision du chef de la police fédérale était apparue comme politique, d'aucuns se demandant même s'il n'était pas anti-Clinton.

L'Afrique en bref

• Algérie/Politique. Le Premier ministre souhaite un 5e mandat de Bouteflika

Le Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia a émis le souhait que le président Abdelaziz Bouteflika, 81 ans, brigue un 5e mandat l'an prochain, une semaine après un appel en ce sens du chef du parti au pouvoir.

• Cameroun/Présidentielle. L'opposant Maurice Kamto candidat

L'opposant Maurice Kamto, ancien ministre, professeur d'université et avocat, a été désigné hier par son parti, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), candidat à la présidentielle du Cameroun prévue en octobre prochain, a constaté un journaliste de l'AFP.

• Guinée-Bissau/Gouvernement. Aristide Gomes nouveau Premier ministre

Le président bissau-guinéen José Mario Vaz a nommé un nouveau Premier ministre, Aristide Gomes, selon un communiqué final publié à l'issue d'un sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, samedi à Lomé, après des discussions destinées à régler la crise politique qui dure depuis des années.

A travers le monde

• Afghanistan-Pakistan/Conflit. Au moins 2 morts lors d'escarmouches à la frontière

Des échanges de tirs entre forces afghanes et pakistanaises à la frontière hier matin ont causé plusieurs morts et blessés civils et militaires, selon les sources locales.

• Espagne/Politique. Manifestation géante à Barcelone



Au cri de "liberté pour les prisonniers politiques", quelques centaines de milliers de Catalans ont manifesté hier à Barcelone pour protester contre la détention de neuf figures de l'indépendantisme accusées de "rébellion" et réclamer l'ouverture d'un dialogue politique.

• Hongrie/Politique. Orban conserve sa majorité des deux tiers au Parlement

Le Premier ministre souverainiste hongrois Viktor Orban a conservé sa majorité des deux tiers au Parlement (133 sièges sur 199) à l'issue des élections législatives du 8 avril, selon les résultats définitifs rendus publics hier.